

## TRANSKRYPCJA NAGRAŃ

### Exercice 1.

*Chronique de Caroline Eliacheff, France Culture*

Tous les amateurs des films policiers le savent : quand la police trouve de la drogue, c'est qu'elle l'a cachée elle-même avant la perquisition. Mais nous ne sommes pas au cinéma et dans les collèges de plusieurs départements, à la demande des procureurs et des chefs d'établissements, les policiers et leurs chiens renifleurs procèdent aux contrôles des élèves dans leurs classes ou à la descente des bus scolaires. Dans le Gers, en 2007, 60 actions de ce type visant 2110 élèves se sont déroulées sans soulever la moindre protestation. Les policiers étant honnêtes, le butin est maigre : 39 grammes de cannabis et une balance dont on ne sait si c'est au propre ou au figuré, le 17 novembre 2008 à Auch. Ailleurs, les policiers ont fait chou blanc ou presque. Les protestations ont commencé grâce à Zoé, 13 ans, contrôlée le 19 novembre 2008 à Marciac, toujours dans le Gers, quand elle a raconté sa fouille sur le Net. Comment, sous le regard de deux gendarmes, elle a été déshabillée et fouillée jusque dans sa petite culotte. Parents, élèves, professeurs, médecins scolaires ont commencé à se mobiliser contre ces pratiques. Sans succès. Le 15 décembre 2008 à Vendres, dans l'Hérault, le chanteur Daniel Guichard qui accompagnait ses enfants à l'école, voit 200 collégiens contre un mur, les chiens reniflant leurs cartables. Ni une ni deux, Daniel Guichard écrit au Président de la République. Résultat : une circulaire embarrassée du ministre de l'Intérieur à tous les préfets qui dit, je cite : « Certaines actions de sensibilisation en milieu scolaire avaient pu être confondues avec des opérations de contrôle. De telles confusions sont de nature à nuire à la compréhension de l'action de nos services. Tout doit être fait pour éviter qu'elles se reproduisent » fin de citation. Que croyez-vous qu'il arriva le 11 février 2009 dans les Pyrénées Atlantiques ? Un contrôle des cartables de tous les collégiens à la descente des cars scolaires sans constater la moindre infraction. Que faut-il en conclure ? Qu'il ne suffit plus d'écrire au Président de la République ou que les collégiens, dont les études montrent qu'ils consomment du cannabis de plus en plus jeunes, savent que leurs cartables, leurs poches, leurs trousseaux, le revers de leur pantalon, leurs chaussures voire leurs soutiens-gorges pour les filles ne sont pas de bonnes cachettes ? Mais l'erreur de jugement qui fait affirmer sans sourciller aux représentants des forces de l'ordre qu'il s'agit de mesures préventives ou, mieux encore, d'opération de sensibilisation, est plus grave. A un âge où on est particulièrement sensible à l'injustice, la répression préventive ne passe pas. Et quand la direction générale de la gendarmerie nationale ajoute que, je cite : « Les gendarmes agissent en bons pères de famille » fin de citation, on se demande s'il ne faut pas leur envoyer l'aide sociale à l'enfance pour voir comment ils traitent leurs propres enfants. Si la prévention des addictions par la peur des gendarmes marchait, ça se saurait depuis longtemps. La peur ne retient que ceux qui ne touchent pas au cannabis. Pour ceux qui recherchent un excitant, la peur en est un. Alors qu'on ne cesse de demander aux pys leur avis sur tout et n'importe quoi, on s'étonne que dans un domaine qui relève fortement de la psychologie, la mission des policiers auprès des jeunes ne soit pas mieux pensée. Reconnaissons que personne à ce jour ne connaît la recette miracle pour dissuader les collégiens de toucher au cannabis. Les médecins et les infirmières scolaires, les professionnels extérieurs, ont appris à les informer sur la drogue, ses dangers et ses plaisirs sans minimiser ni dramatiser, l'un comme l'autre étant contre-productif. On attend de la police que les jeunes ne rencontrent pas le produit ou le plus tard possible. Autrement dit, qu'elle terrorise les trafiquants, pas les enfants.

## Exercice 2

Septembre 2006 Fréquence FDLM 347

« La disparition des abeilles »

**Gilles de Romilly :** Parmi les victimes de la folie destructrice de l'homme, les abeilles. En 10 ans, la production du miel a baissé d'un tiers en France. Dans le même temps, les importations ont quasiment doublé. Les causes de cette crise sont connues : pendant des années, l'agriculture a utilisé des pesticides très puissants, comme le Gaucho ou le Régent, qui sont des poisons mortels pour les essaims d'abeilles, et conséquence inattendue, c'est finalement en ville que les abeilles finissent par trouver refuge. Ecoutez le reportage de Gaël Letanneaux.

**Gaël Letanneaux :** C'est le monde à l'envers. Aujourd'hui, les abeilles préfèrent la ville à la campagne car sur les toits de Paris, de Nantes et de Montpellier, l'apiculteur n'a pas à craindre les effets de ces pesticides utilisés en masse pour protéger les cultures de maïs ou de tournesol. En ville, les abeilles meurent moins vite et elles produisent du miel en grande quantité, en moyenne 30% de plus qu'à la campagne, c'est ce qu'observe depuis maintenant une dizaine d'années Jean Lacube, apiculteur en Seine-et-Marne.

**Jean Lacube :** C'est un paradoxe assez incroyable où l'on observe par exemple que les essaims sont plus nombreux en ville que les essaims que nous trouvons à la campagne. La production est meilleure, on perd moins de colonies, les essaims sont plus nombreux. On voit bien le mal qu'ont apporté ces produits sur nos abeilles.

**Gaël Letanneaux :** Vous parlez du Gaucho et du Régent...

**Jean Lacube :** Ben, je parle de ces produits qu'on appelle des traitements systémiques, ce sont des neurotoxiques qui agissent sur le système nerveux des insectes. Malheureusement, ce qui est vrai pour le puceron est vrai pour l'abeille, une fois que l'abeille a ingéré ça, d'une part elle se retrouve désorientée, le système nerveux atteint, et elle en meurt.

**Gaël Letanneaux :** Et le taux de mortalité atteint parfois les 40%, notamment en Charente et en Vendée. Là-bas, certains apiculteurs risquent de mettre la clé sous la porte, et si rien ne change, d'autres professions pourraient se retrouver en difficulté car l'abeille est au cœur de notre éco-système, explique Henri Clément, président de l'UNAF, l'Union nationale de l'apiculture française.

**Henri Clément :** Vous avez la production d'oléagineux, les tournesols, les colzas, vous avez les arboriculteurs, vous avez les maraîchers qui sont directement concernés par le maintien de l'abeille. S'il y a pas ces abeilles, ben, ils ont beaucoup de soucis à se faire, et nous en tant que consommateurs aussi, hein, puisque ces fruits-là et toutes ces productions ne seraient pas à notre portée. Et puis, également, vous avez toutes les plantes sauvages, c'est-à-dire qu'en fait, si les abeilles disparaissaient, des quantités colossales de plantes sauvages disparaîtraient également, et qui dit plantes sauvages en train de disparaître, c'est toute une chaîne qui disparaît ; c'est-à-dire qu'en fait, ce sont des plantes sauvages qui produisent des graines, ces graines qui sont consommées par les oiseaux, les oiseaux qui peuvent être consommés, c'est toute une chaîne qui est mise en cause. Peut-être qu'il est temps de prendre des mesures.

**Gaël Letanneaux :** Et les apiculteurs demandent au gouvernement d'interdire tous les pesticides qui peuvent nuire à la santé des abeilles. Depuis l'an dernier, le Gaucho n'est plus autorisé dans les champs de maïs, mais selon l'UNAF, d'autres insecticides du même type sont prêts à être lancés sur le marché.

**Gilles de Romilly :** Pour découvrir le monde merveilleux des abeilles, allez visiter la Cité des abeilles, l'écomusée national vivant de l'apiculture sur les coteaux de Jurançon dans les Pyrénées-Atlantiques. Vous pouvez effectuer une visite virtuelle sur Internet, [www.citedesabeilles.com](http://www.citedesabeilles.com), [citedesabeilles](http://citedesabeilles.com) en un seul mot et sans accent.

### Exercice 3

26/07/2009 Livre France RFI

Par Anne-Claire Bulliard

« Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur ? »

**La journaliste :** Olivier Galant, bonjour.

**Olivier Galant :** Bonjour.

**La journaliste :** Vous êtes l'auteur d'un livre intitulé « Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur ? » paru aux éditions Armand Colin, et dans ce livre, vous faites le portrait d'une jeunesse plutôt pessimiste, une jeunesse qui évolue dans un modèle sociétal où les hypocrites réussissent et les naïfs sont perdants.

**Olivier Galant :** Oui, c'est ça. Oui, on a effectivement, on constate dans différentes enquêtes un niveau de pessimisme des jeunes Français, de crainte vis-à-vis de l'avenir, qui est vraiment très marqué, qui fait contraste, si vous voulez, avec l'optimisme d'autres jeunes européennes, par exemple, dans une enquête récente de la fondation pour l'innovation politique, on voyait que 60% des jeunes Danois avaient très confiance dans l'avenir contre seulement 20% des jeunes Français.

**La journaliste :** Alors, vous analysez les causes profondes, tout ce qui permet de comprendre pourquoi on en est là, par exemple, il y a l'absence de croyance, notamment dans le religieux, et vous expliquez que cela entraîne une perte de confiance et de repères.

**Olivier Galant :** Oui, c'est-à-dire, il y a cette crise de la jeunesse, c'est aussi une crise de l'intégration sociale, c'est-à-dire une crise du partage des valeurs collectives. Une société se fait aussi sur le sentiment de partager des valeurs collectives, et sur ce plan-là, la France fait un peu contraste avec les autres pays européens parce que, d'un côté, on a des sociétés méditerranéennes comme la société italienne où malgré tout, les valeurs religieuses ont encore une place assez importante et fournissent une sorte de cadre moral, si vous voulez, on a des sociétés du Nord de l'Europe, des sociétés protestantes, qui sont très sécularisées mais où la culture protestante fournit toujours un cadre de valeurs très fort et, notamment, une culture civique, qui fait qu'on partage des valeurs collectives, et qu'on participe au bien public en quelque sorte. Les jeunes finalement, Français, se caractérisent par ce qu'on pourrait appeler une sorte de repli identitaire, de repli sur les valeurs de la classe d'âge, et un affaiblissement du sentiment d'appartenance collective.

**La journaliste :** Vous êtes dans votre livre, Olivier Galant, assez dur à l'égard de ce que vous appelez le système méritocratique à la française, et vous considérez que l'égalitarisme est un leurre...

**Olivier Galant :** Ce système, d'une certaine manière, apprend aux jeunes Français à avoir peur. Ce système qui est un système français, ce qu'on appelle l'élitisme républicain, c'est-à-dire véritablement la sélection des meilleurs, la sélection d'élites scolaires, est donc un modèle extrêmement sélectif qui génère beaucoup de découragement chez beaucoup d'élèves, pas seulement ceux qui ont des difficultés scolaires, mais même les élèves moyens. Ce système génère beaucoup d'échecs, 20% des jeunes sortent du système éducatif, initial,

sans diplôme. C'est un système qui élimine plutôt qu'il les conduit à promouvoir le plus grand nombre, et à donner à chacun des opportunités de réussite à son niveau.

**La journaliste :** Est-ce que vous pouvez quand même nous proposer des solutions ?

**Olivier Galant :** Je crois qu'il faut une révolution profonde de l'état d'esprit de la façon de former les jeunes en France. C'est une espèce de révolution culturelle qu'il faudrait faire. Je crois qu'il faut peut-être en rabattre un peu sur l'idéal égalitaire et considérer que, eh bien, les jeunes sont différents, ne pas présenter l'égalité comme un postulat mais comme un objectif à atteindre, et considérer que les jeunes sont différents mais que chacun peut réussir à son niveau. Adopter, peut-être, des méthodes pédagogiques plus diversifiées, plus individualisées, et d'ailleurs, on voit bien que certains systèmes scolaires en Europe, qui appliquent ces méthodes, notamment dans le Nord de l'Europe, ont de bien meilleurs résultats que la France.

**La journaliste :** Olivier Galant, je vous remercie.

**Olivier Galant :** Merci.